

Le point de vue flamand sur les relations culturelles et linguistiques en Belgique

EXPOSÉ DE M. J. VAN EYNDE

Vice-Président du P.S.B. Membre de la Chambre des Représentants.

★

Le Parti Socialiste Belge, dont j'ai l'honneur d'être le vice-président depuis plus de huit ans, est un parti unitaire.

Son président, mon ami Léo Collard, a rappelé dans un article, paru il y a à peine quelques semaines, que notre mouvement est bâti sur l'association, la cohésion et la solidarité de tous les travailleurs... comme le disent nos statuts « sans distinction de race, de sexe, de langue, de croyance religieuse ou philosophique ».

Monsieur Collard a ajouté : « S'il en était autrement, le Parti cesserait d'exister, ou, en tous cas, d'être socialiste ».

C'est sur la base de cette unité, correspondant à celle du pays, que le Parti Ouvrier Belge s'est formé il y a trois quarts de siècle. Il est né de l'unification de divers groupements politiques et syndicaux, existant fort longtemps avant cette période et notamment d'un Parti Socialiste Flamand, relativement important à Gand et à Anvers, et d'un Parti Socialiste Belge, ayant surtout des adhérents à Bruxelles, tous les deux opposés aux tendances anarchistes, qui avaient, si j'ose m'exprimer ainsi, leur capitale à Verviers.

Cette unité ne peut être reniée, comme le souligne le président Collard, sans renoncer en même temps aux conceptions socialistes en matière de lutte de classes et d'action internationale des travailleurs.

Feu Auguste Vermeylen, premier recteur de l'Université flamande de Gand et sénateur coopté socialiste, a résumé, de façon saisissante, la différence entre les conceptions socialistes et les diver-

ses conceptions nationales et nationalistes, en disant : « Le socialisme, c'est l'organisation horizontale des moins-nantis dans toutes les nations contre les classes possédantes dans toutes les nations. Le nationalisme, c'est l'organisation verticale, qui réunit toutes les classes d'un peuple contre toutes les classes d'un autre peuple ».

Transposé sur le plan belge et dans notre actualité, cela signifie qu'aux yeux de tout socialiste logique avec la doctrine de son parti, le travailleur flamand, par ses intérêts, ses aspirations et ses convictions, doit se trouver plus près du travailleur wallon que du capitaliste flamand, même si ce dernier — ce qui souvent n'est pas le cas ! — parle la même langue que lui.

Pour des centaines de milliers de socialistes belges, ceci est un article de foi et je vous prie de croire qu'ils restent rêveurs devant certaines réactions nationalistes et chauvines qui se sont fait jour récemment dans quelques milieux wallons. C'est d'ailleurs dans cette foi que, dans les moments difficiles que traverse la Belgique et qui ont une influence sur tous nos partis nationaux, le P.S.B. entend trouver la force nécessaire au maintien de sa cohésion ! A la direction du Parti on est fermement décidé, pour employer un terme qui nous est familier, mais alors avec une autre signification, à ne pas nous laisser « nationaliser » en un parti national-socialiste wallon et un parti national-socialiste flamand. National-socialiste, quelle horreur !

Le P.S.B. est organisé sur la base de sections locales et de fédérations d'arrondissement qui correspondent uniquement aux circonscriptions élec-

torales, telles qu'elles existent dans notre Belgique de suffrage universel et de représentation proportionnelle. Il n'y a pas de liens organiques, soit entre les fédérations des arrondissements wallons, soit entre celles des arrondissements flamands. Le P.S.B. n'a pas d'ailes linguistiques, comme le P.S.C., ni d'organisations plus ou moins autonomes comme le Liberaal Vlaams Verbond au sein du P.L.P. Dans nos statuts, la dualité de notre population ne trouve un reflet que dans trois articles : primo, le président et le vice-président représentent les deux groupes linguistiques du pays, mais ils peuvent être proposés par toutes les fédérations et sont élus par le congrès national ; secundo, le Bureau est composé de telle façon qu'une proportion équitable, mais pas nécessairement la parité, revient à chaque groupe linguistique, mais il est élu, lui aussi, par tout le congrès, fédérations flamandes, wallonnes et bruxelloises, mêlant leurs votes ; tertio, les fédérations wallonnes et flamandes peuvent respectivement et séparément se réunir en congrès avec leurs sections, dans des formes prévues par les statuts et sous le contrôle du Bureau. Leurs résolutions sont transmises au Bureau. Mais — ceci est très important, eu égard au retentissement de certaines assises tenues récemment et des notions qui y ont été votées — ces résolutions ne lient en aucune façon le P.S.B., aussi longtemps qu'un congrès national ne s'est prononcé. Ce qui me permet de dire que le fédéralisme n'est pas inscrit au programme du Parti Socialiste Belge et j'ai de bonnes raisons de douter qu'il le soit jamais.

Permettez-moi, pour conclure sur ce point, de souligner encore qu'un heureux hasard a fait que tant au point de vue des voix qu'ils apportent au Parti qu'au point de vue du nombre des membres, les effectifs flamands et wallons sont presque à égalité. La composition du P.S.B. est plus harmonieuse que celle des autres partis nationaux : il est très fort, tout en n'étant pas majorité absolue en Wallonie, fort à Bruxelles et, bien qu'étant minorité, avec ses 30 % de votes, encore relativement fort en pays flamand. Ceci a permis d'établir une parité de fait dans nos organismes directeurs. Quant aux congrès régionaux, ils ont été très peu nombreux à travers notre histoire : cinq pour les fédérations wallonnes, deux pour les fédérations flamandes, espacés sur une période de plus d'un quart de siècle.

Tout ceci veut-il dire que le P.S.B. s'intéresse

moins que les autres partis aux questions linguistiques et culturelles ou qu'il est moins touché par les remous que celles-ci causent dans la vie politique belge ?

Non, évidemment.

Je veux dire simplement que, de tous temps, les socialistes — y compris les socialistes flamands — ont estimé que ces questions, pour être intéressantes et même vitales, ne peuvent réclamer notre attention totale, ni reléguer au second plan les problèmes d'ordre économique et social.

Pour revenir à Auguste Vermeulen : nous estimons avec lui, qu'il est exagéré de prétendre, comme le font certains hérauts de la langue flamande, que la langue est tout le peuple, de taal is gans het volk. Ceci est vrai, si l'on entend par là que, parlant de façon globale, le peuple se trouve reflété dans sa langue, mais ce n'est plus vrai, si l'on considère la langue comme le facteur principal, déterminant tout le bien-être matériel et spirituel d'un peuple. Il est certain qu'un flamand se sentira plus libre et plus fort et plus digne s'il lui est donné de se mouvoir dans une atmosphère sociale qui est flamande. Mais il est tout aussi certain, que l'homme flamand n'est pas libre, s'il est exploité en néerlandais au lieu de l'être en français.

Cette conception de base a très souvent opposé les socialistes flamands aux flamingants d'autres partis, tant catholiques que libéraux. Le reproche, adressé au père Edouard Anseele, de poursuivre une politique matérialiste, qualifiée de « politique du bifteck » y trouve son origine. L'injure a été inventée par quelqu'un qui en voulait au tribun gantois, pourtant co-signataire de la première proposition de création d'une université flamande, de ne pas mettre le combat linguistique loin au-dessus de la lutte pour les revendications destinées à améliorer immédiatement le sort des classes déshéritées et au-dessus de la campagne pour le suffrage universel.

Je crois qu'il subsiste quelque chose de cette différence d'approche ou d'évaluation des urgences jusqu'à nos jours. Mais que ceci ne trompe personne sur les sentiments des socialistes flamands en ce qui concerne le respect et l'égalité qu'ils réclament pour la langue qu'ils parlent et pour la partie de la population belge qu'ils représentent.

Les partis socialistes existant en Belgique avant

la fondation du P.O.B. ont toujours été des champions de l'égalité des langues. Les fondateurs de notre Parti, s'ils pouvaient revenir parmi nous, seraient très étonnés d'entendre certaines outrances et certains propos méprisants, adressés aux flamands, à leur idiome et à leur culture, jusque dans quelques milieux socialistes de Bruxelles et de Wallonie, qui sacrifient aux vieux préjugés de leur bourgeoisie.

Pour un Moyson, un Van Beveren, il était tout naturel de prendre la défense de la langue flamande. Ils voulaient l'émancipation du peuple et sur une grande partie du territoire national le flamand était — et est ! — la langue du peuple. Comment auraient-ils pu hésiter ? Ils le pouvaient d'autant moins, qu'à l'oppression sociale et économique s'ajoutait, en pays flamand, cette terrible barrière des langues, dressée entre le peuple et la classe possédante, par la bourgeoisie, maîtresse absolue du pays sous le régime censitaire, qui vit moins de 50.000 électeurs, à peu près tous francophones, disposer du sort de plus de 5 millions d'habitants, même alors déjà en majorité flamands !

Un socialiste qui n'était ni flamand ni flamisant, César De Paep, a écrit à l'aube du P.O.B. : « Nous autres, internationalistes, nous saluons le mouvement flamand comme un des aspects du progrès matériel et intellectuel et comme une revendication de justice et d'égalité ».

Anseele ne séparait jamais la lutte pour la langue du peuple de celle pour le suffrage universel : « Si nous obtenons le suffrage universel, de grandes transformations se feront jour en pays flamand. Dans de nombreux conseils communaux, les hobereaux seront remplacés par des petits propriétaires et des fermiers ; les industriels par des ouvriers et des employés ; des fransquillons par des flamings ; des catholiques par des libre-penseurs. Et si certains grands veulent garder leur place, ils ne le pourront qu'en s'alliant aux petites gens et sur un programme qui est favorable à celles-ci ». Voilà comment il s'est exprimé au cours d'un débat, en 1911.

Ceci explique qu'on a toujours trouvé des socialistes — et pas seulement des socialistes flamands et nous nous en félicitons ! — parmi les tenants du courant égalitaire et démocratique qui devait aboutir, le suffrage universel et la démocratie politique une fois établis en Belgique, à la reconnais-

sance des droits des flamands, aux diverses lois linguistiques — somme toute assez récentes encore — sur l'emploi des langues dans l'administration, à l'armée, en matière judiciaire, dans l'enseignement, etc., et à la création d'un enseignement supérieur en langue néerlandaise, exigé aussi bien par les socialistes Anseele et Camille Huysmans, que par le catholique Van Cauwelaert et le libéral Louis Franck.

C'est ici, je pense, qu'il est indiqué de dire combien ce courant, intimement lié aux conceptions démocratiques et encouragé, sinon suscité par le suffrage universel, était inévitable et est irréversible. Il est temps, pour la Belgique et en premier lieu, me semble-t-il, pour Bruxelles, de s'en rendre compte. Je ne dis pas que la Belgique et sa capitale, qui est la nôtre au même titre qu'elle est celle des Belges d'expression française, doivent vivre selon la volonté de la majorité de la population belge. Mais je dis qu'ils doivent apprendre à vivre avec cette majorité, c'est-à-dire avec bientôt six millions de compatriotes. C'est là une adaptation nécessaire et à laquelle on n'échappera pas. Ceci m'amène aussi à souligner que de plus en plus la langue flamande s'identifie avec le néerlandais, par le même phénomène qui, en Wallonie, a substitué le français aux dialectes locaux. Je ne nie pas que l'évolution n'est pas terminée. Mais les journaux, les livres, la radio et la TV aidant, elle s'accélère et bientôt cette intégration linguistique — et probablement aussi culturelle, mais à un moindre degré, car l'histoire a laissé des traces profondes — sera complète. Nos compatriotes des provinces du nord parlent une langue qui est celle de 17 millions de Beneluxiens. Est-ce négligeable ? Ne vaut-il pas la peine, pour des Belges qui ont des contacts quotidiens avec d'autres Belges d'expression néerlandaise et avec leurs voisins néerlandais, de l'apprendre et de l'estimer ?

Notez que dans tout ce que je viens de dire, vous ne trouverez aucune trace d'hostilité envers le français.

Je suis fils d'ouvrier et je l'ai appris. Je l'admire. Des dizaines et des centaines de milliers de flamands, de toutes les classes, partagent cette admiration et se trouvent enrichis de cette connaissance, tout en restant fidèles à leur propre langue et en exigeant qu'elle soit traitée, dans les limites de la Belgique, en égale et plus en parent pauvre. Ces flamands-là sont en général de meilleurs amis de la

culture française que certains de ses soi-disant admirateurs et zéloteurs qui, en proclamant partout sa supériorité et en ensevelissant sous leur dédain tout ce qui n'est pas français, risquent de lui causer un tort énorme. Je puis vous assurer qu'en matière linguistique les socialistes flamands n'ont aucun fanatisme. Ils ont horreur de certains coupeurs de cheveux en quatre. Ils ne se sont jamais associés aux excités qui viennent crier sur les boulevards de la capitale : « Bruxelles flamand ! », mais ils estiment que ceux qui y crient : « Bruxelles français ! » sont tout aussi inconscients des réalités et des nécessités belges.

L'énoncé de nos griefs ne sera pas très différent — si même il l'est ! — de celui de M. De Saeger et de M. Van der Poorten. Laissez-moi dire, tout d'abord, que si je parle de griefs, j'arrive personnellement à peine à adresser des reproches à quiconque. Les générations qui nous ont précédés étaient des enfants de leur époque. Ils ont agi avec les idées, les conceptions et les préjugés de leur temps. Je ne vais pas les traiter en criminels pour cela. Je me rends compte aussi, qu'il faut beaucoup de temps pour établir une situation juste et équitable, là où surtout les circonstances historiques sont à l'origine du contraire. J'appartiens à une génération qui, quoi qu'en disent certains extrémistes et quelques nihilistes, a vu s'accomplir des progrès immenses. J'habite une grande métropole qui, tout en étant extrêmement cosmopolite, n'en est pas moins la ville la plus naturellement flamande du pays. Tout ceci m'amène à ne pas me perdre dans les détails et à ne pas me préoccuper de certains à-côtés dont les feuilles extrémistes se nourrissent. J'ai plus de confiance dans la force et le dynamisme flamands que ces gens-là. Mais en même temps je dis, avec mon ami Crommen, vice-président du Sénat, que j'en ai assez d'être flamingant et qu'il est temps qu'en assurant enfin, dans l'unité du pays, l'égalité des deux langues nationales et un respect égal pour tous les citoyens, on nous libère du devoir de lutter encore et toujours pour les obtenir. Je le répète : le pays doit apprendre à vivre avec nous ou bien il s'exposera à de graves dangers !

Au point de vue culturel, nous nous plaignons d'un retard considérable dans les enseignements moyen et universitaire, de l'infériorité de l'enseignement en langue néerlandaise dans l'agglomération bruxelloise, de l'absence de bilinguisme véritable dans la capitale, du manque de protection suffisan-

te de l'intégrité culturelle de la Flandre. Au point de vue économique, d'abord d'un mépris assez général du néerlandais dans la direction des affaires, ensuite d'un chômage plus important et d'une industrialisation trop lente dans nos provinces, ainsi que d'une mobilité trop grande et trop fatigante, imposée à notre main-d'œuvre. L'implantation d'une industrie lourde a été exigée depuis de nombreuses années. Du point de vue administratif, nous tombons d'accord avec nos compatriotes wallons pour estimer que la centralisation des services de l'Etat à Bruxelles est devenue excessive et nous dénonçons un manque d'équilibre, surtout aux échelons supérieurs, entre les rôles linguistiques des fonctionnaires, ainsi qu'une répugnance évidente de certaines administrations à traiter des affaires en néerlandais.

Dans les résolutions des deux congrès des socialistes flamands, tenus en 1937 à Anvers et en 1951 à Malines, je retrouve cinq constantes que je vais brièvement énumérer :

En premier lieu, la fixation de la frontière linguistique. Nous n'étions pas seuls à la réclamer. Nos compatriotes wallons l'ont fait avant nous. Je n'aurai pas la cruauté de citer des discours de Jules Mathieu, de Destrée et de bon nombre de Wallons, par ailleurs excellents Belges, qui ont insisté sur la protection de l'homogénéité linguistique des provinces wallonnes et qui ont dénoncé le soi-disant danger d'îlots flamands, là où des travailleurs ou des fermiers flamands venaient se fixer. Ils exigeaient leur assimilation rapide et complète et ce n'est pas du côté flamand qu'est venu, en général, le refus de tout bilinguisme. C'est feu Emile Vandervelde, qui disait en 1932 que les limites administratives des provinces devaient être adaptées à la frontière linguistique, afin d'éviter que sept de nos neuf provinces soient obligées de rester bilingues pour une minorité souvent insignifiante. Je me permets de dire qu'on n'a rien fait d'autre au Parlement en l'an 1962. Les cris poussés au sujet des Fourons me semblent tout à fait excessifs, surtout quand on sait qu'il s'est agi d'une mesure générale, comprenant d'autres localités, à population beaucoup plus importante et qui passent d'une province à une autre, sans récriminations ni révolte. D'ailleurs, pour nous la fixation de la frontière linguistique est surtout une mesure administrative et rationnelle, permettant à des communes et des provinces unilingues d'être administrées en leur langue et de

communiquer dans cette langue avec le pouvoir central. C'est d'ailleurs l'aboutissement, le point final d'une évolution. Ceux qui y voient un tremplin pour une politique impérialiste se trompent. Telle politique n'aurait jamais l'appui des socialistes flamands et sans nous une majorité flamande devient impossible.

Deuxième constante : l'application loyale des lois linguistiques à Bruxelles. La capitale doit devenir un point de rencontre et de liaison pour tous les Belges. Bruxelles vit par le pays tout entier et elle doit vivre pour le pays tout entier. A part cela, les socialistes flamands ne réclament rien à la capitale. Ils ne veulent ni lui donner un statut spécial, ni la priver de certains droits, ni l'offrir en cadeau à quiconque, comme on vient de le proposer au congrès du Mouvement Populaire Wallon. Si Bruxelles a une vocation européenne, nous nous en réjouissons, mais il importe que d'abord elle découvre et remplisse sa vocation belge.

Troisième constante des rares congrès des socialistes flamands : l'autonomie culturelle. Là, je suis obligé de vous avouer que les premières applications nous ont cruellement déçus, tant à la radio qu'à la TV et au Conseil culturel flamand. M. De Saeger ne m'en voudra pas, si je lui dis que tout cela a bien entendu été radicalement flamandisé et chaussé sur un pied autonome, mais que nous avons surtout assisté à la mainmise de la majorité catholique flamande et — le mot est à la mode — à une minorisation scandaleuse de l'élément non-catholique. Ici se pose aussi la terrible question des deux réseaux scolaires et je dis tout net que les socialistes flamands ne sont pas disposés, sous prétexte d'autonomie culturelle, à livrer l'enseignement officiel en Flandre à ceux qui en restent des adversaires décidés. Je touche, de façon plus générale, à la protection des minorités idéologiques et tout le monde devra avouer qu'on n'est pas près de trouver les garanties pourtant indispensables. Et ceci prouve, si c'était nécessaire, que les familles spirituelles ont d'autres limites, en Belgique, que la frontière linguistique et qu'il y a d'autres soi-disant communautés que la flamande et la wallonne.

Quatrième constante : le besoin d'industrialisation. J'ai l'impression que la situation est en train de s'améliorer nettement.

Enfin, cinquième constante : les socialistes flamands sont opposés au fédéralisme. Ils l'ont été,

de tout temps, contre les fédéralistes flamands, aussi bien ceux du Frontpartij, relativement démocratique, que ceux du V.N.V. fasciste et pro-Hitlérien, et, à nos jours, de la Volksunie. Notre attitude ne change pas et ne changera pas alors que les propositions fédéralistes viennent de Wallonie et même de socialistes.

Nous sommes contre le fédéralisme comme socialistes, comme Flamands, comme Belges et il me semble que je le serais même si j'étais Wallon.

Comme socialiste, parce que le fédéralisme risquerait de disloquer notre mouvement et laisserait la classe ouvrière affaiblie et presque désarmée devant les forces capitalistes, qui ne connaissent ni frontières linguistiques, ni frontières nationales.

Comme Flamand — entendez par là, socialiste flamand — parce que le fédéralisme nous pousserait dans une position de minorité, culturelle, philosophique, à tous égards, dont nous ne pourrions nous libérer avant des décades.

Comme Belge, parce que nous estimons qu'un petit pays comme le nôtre, acculé nécessairement à un fédéralisme à deux, c'est-à-dire avec une minorité devant une majorité et sans arbitre, situation qui n'existe nulle part au monde et dont l'histoire ne fournit aucun exemple, serait condamné sous peu à la séparation totale. Et si, par impossible, nous accédions aux désirs insensés de certains, consistant à voir octroyer de larges pouvoirs économiques à des états fédéraux, la Belgique, avec ses structures économiques et financières tellement compliquées, aurait besoin de plusieurs années pour les désenchevêtrer ! Quelle immense et peut-être mortelle perte de temps, surtout à une époque où nos voisins et partenaires européens n'auraient à s'occuper que de leur expansion, qui en maints domaines dépasse déjà la nôtre.

Et même si j'étais Wallon, je craindrais terriblement de me couper dans ma chair en démolissant l'état unitaire dont la Wallonie, le sénateur Henri Janne vient encore de le prouver, chiffres et statistiques à l'appui, n'a vraiment pas à se plaindre outre-mesure. L'amère Belgique, c'est un calembour facile, mais depuis notre indépendance elle n'a pas été tellement amère pour nos concitoyens du sud. Si j'étais Wallon, je commencerais par me demander si isolé, je parviendrais encore à nourrir ma population vieillissante, à résoudre mon problème démographique, à compléter et à renou-

veler mon infrastructure, à attirer des investissements et à m'opposer à l'exode de mes industries vers des régions plus riches en main-d'œuvre et en jeunesse. Tout cela, on y pense trop peu, pendant l'élaboration de résolutions de congrès, mais ceux qui ont le devoir de veiller sur l'existence du pays et qui sont comptables de son avenir ne peuvent négliger ces données économiques et sociales.

Voilà, résumées très brièvement, les objections des socialistes flamands aux idées fédéralistes. Nous ne perdons pas l'espoir de convaincre nos amis de Wallonie. Au contraire, nous avons presque la certitude, que nous réussirons à nous entendre sur des solutions qui laissent intactes l'unité de notre mouvement et du pays. J'ai lancé le slogan « Egalité dans l'unité ! ». Il doit y avoir des moyens de répondre aux inquiétudes wallonnes et au désir d'égalité des Flamands, sans déchirer la patrie et sans toucher au suffrage universel et à notre forme de démocratie. Nous nous employons à les trouver. Nous essayons, au sein du P.S.B., comme d'ailleurs au sein des deux autres partis nationaux, à mobiliser toutes les bonnes volontés

qui, quoi qu'on en dise, dépassent de très loin les forces destructrices.

Les socialistes flamands ont de tout temps été persuadés que le hasard et l'histoire ont assez bien arrangé les choses en Belgique. N'y ont-ils pas distribué les populations et les forces politiques de telle façon, qu'une forte minorité socialiste flamande peut préserver la Wallonie de toute velléité de minorisation politique, économique et sociale, alors que les socialistes wallons sont capables, dans l'état unitaire, de fournir un contre-poids empêchant toute minorisation idéologique et philosophique de leurs camarades flamands dans la partie du pays qui est à prépondérance catholique... dans le sens politico-religieux, surtout.

Pour maintenir cela, il faudra sauvegarder l'unité et la cohésion de notre mouvement et de la Belgique. C'est la tâche historique, devant laquelle le Parti Socialiste Belge, un des piliers sur lesquels repose le pays, se trouve actuellement placé. Les socialistes flamands sont décidés à faire leur part et davantage. Notre bonne volonté ne sera pas trouvée en défaut.



EXPOSÉ DE M. H. VANDERPOORTEN,

Membre de la Chambre des Représentants.



En invitant des mandataires flamands à prendre la parole sur le problème linguistique et culturel en Belgique, l'Institut Belge de Science Politique a pris une initiative heureuse.

De cette manière, l'occasion nous est, en effet, offerte de développer, en toute franchise et en dehors de notre milieu traditionnel, les raisons pour lesquelles les flamands dans ce pays poursuivent avec insistance le règlement de nos questions linguistiques et la réalisation de leurs desseins culturels.

La question linguistique, tout en ne constituant qu'une fraction de la problématique wallonne-flamande, ne peut être écartée en la considérant

comme un « faux problème », car la façon dont elle sera solutionnée déterminera en grosse partie l'avenir de la Belgique.

« Il n'entre pas dans nos intentions de dramatiser. Mais il serait irresponsable, déclarait récemment le professeur Lambrechts, pro-recteur de l'Université de Gand, de ne pas vouloir faire face à la réalité et, surtout, d'être complices par ignorance ou par manque de clairvoyance, d'une catastrophe qui frapperait à peu près inévitablement la Belgique, si, au dernier moment, des hommes prévoyants et modérés n'imposent pas une solution généreuse et réaliste des questions linguistiques qui empoisonnent notre existence nationale et qui, bien qu'elles existent depuis des